

Tsunami Evaluation Coalition



Communiqué de presse CET

**Embargo : Ne pas publier avant 14h00 HEC (13h00 GMT), vendredi 14 juillet 2006 (Convertisseur de l'heure : <http://.timezoneconverter.com/cgi-bin/tzc.tzc>)**

**EVALUATION DES GRANDS MOMENTS DE L'INTERVENTION INTERNATIONALE À LA SUITE DU TSUNAMI  
LE MANQUE D'EQUITE DES DÉPENSES CONSACRÉES À L'AIDE**

Une grande évaluation indépendante, dont le rapport est publié aujourd'hui, revendique un système plus équitable de financement des situations d'urgence, pour que toutes les personnes touchées puissent échapper à la souffrance et à la mort et reconstruire leur vie. Ceci est indispensable en vue du nombre croissant de catastrophes naturelles se produisant dans le monde.

La Coalition d'évaluation du tsunami (CET), une initiative multi-organisations internationale visant à améliorer l'action humanitaire, applaudit les dons du public à la suite du tsunami en Asie, qui ont battu tous les records, tout en soulignant les contradictions, révélées par cet afflux immense d'argent, au niveau de la collecte et du déboursement des fonds consacrés à l'aide humanitaire.

Au total, au moins 13,5 milliards de dollars ont été collectés, dont 5,5 milliards de dollars auprès du grand public, c'est-à-dire plus de 7.100 dollars par personne touchée – contraste frappant avec les 3 dollars consacrés à chaque personne touchée par les inondations de 2004 au Bangladesh.

Le rapport CET révèle que l'aide d'urgence n'est pas fournie exclusivement en fonction des besoins, mais par suite des pressions politiques et en fonction de ce qui, de l'avis des organisations humanitaires, sera bien vu par le public donateur. Le rapport réclame un suivi indépendant des gouvernements pour que leurs systèmes de

financement soient impartiaux, souples, transparents et conformes aux principes des bonnes pratiques des donateurs humanitaires.<sup>1</sup>

M. John Telford, principal auteur du rapport CET, déclare : « La couverture médiatique de grande envergure du tsunami a débouché sur l'intervention la plus importante et le plus rapidement financé de tous les temps. Or, sous le feu croisé de l'attention publique, les intervenants ont été poussés à dépenser rapidement et visiblement, ce qui les a souvent amenés à oublier les diagnostics formels des besoins et à sous-estimer la complexité de la problématique du relèvement après la catastrophe. » D'autres situations d'urgence dans le monde, moins médiatisées, ne reçoivent qu'une portion infime du financement consacré au tsunami : « L'injustice flagrante du financement des différentes situations d'urgence est illustrée par les gens réduits aux demi-rations au Soudan, en dépit de la malnutrition de plus en plus répandue, tandis que l'Irak et l'Afghanistan continuent de recevoir un financement généreux », ajoute M. Telford.

Le rapport lance un appel auprès des gouvernements donateurs pour qu'ils accordent, aux Etats dans les zones à haut risque, des dons et un soutien plus cohérents – avant qu'une situation d'urgence ne se produise – leur permettant de réduire les risques et d'intervenir plus efficacement au moment des catastrophes. Il exhorte les organisations internationales à passer par le biais des structures locales déjà en place et à renforcer leurs capacités, au lieu de les contourner, quand les pays touchés sont débordés au moment d'une catastrophe.

Avant l'arrivée des équipes de sauvetage internationales, les populations locales et leurs voisins avaient déjà sauvé presque chaque vie qui était à sauver à la suite du tsunami. D'après M. Telford : « Personne ne conteste le fait que les organisations humanitaires aient fourni aux populations touchées la sécurité dont elles avaient besoin pour commencer à planifier ce qu'elles allaient faire, mais il aurait fallu assurer leur participation à la gestion de l'intervention. Cela est d'autant plus important que les priorités évoluent rapidement, le secours d'urgence cédant la place à la reconstruction et au rétablissement des moyens d'existence. Une grande partie des conclusions et plusieurs recommandations du rapport témoignent de l'importance d'un tel

changement et des faiblesses fréquentes de la performance sur le plan de la satisfaction des priorités des gens à plus long terme. »

Par ailleurs, le rapport CET conseille vivement aux gouvernements de financer les organisations internationales pour qu'elles puissent améliorer les ressources humaines, la coordination et le contrôle de la qualité d'une situation d'urgence à l'autre. Il s'agit peut-être d'investissements « invisibles », mais M. Telford en souligne l'importance : « L'envergure et la fréquence des situations d'urgence modernes augmentent sans que la qualité, la capacité et la réglementation actuelles du système humanitaire international puissent y faire face. Qui plus est, le public ne doit pas penser que sa responsabilité prend fin une fois que le chèque a été remis. Pour que les intervenants respectent les normes professionnelles qu'ils se sont imposés, il convient de revendiquer une réglementation indépendante et des systèmes transparents d'établissement des rapports. »

Cette évaluation représente l'examen le plus étendu et le plus approfondi de la communauté humanitaire depuis 1996. Le rapport et les événements autour du lancement ont pour but de présenter les enseignements au secteur et de rendre des comptes au public. Pour plus d'informations sur la CET, visitez [www.tsunami-evaluation.org](http://www.tsunami-evaluation.org)

#### **Renseignements supplémentaires :**

- ◆ **L'accès en ligne à la documentation pour journalistes**, y compris des photos et les détails du lancement à Londres et à Genève, est disponible sur demande.
- ◆ **Consultant médiatique** : Sherylin Thompson, [s.thompson@odi.org.uk](mailto:s.thompson@odi.org.uk), téléphone: +44 (0)20 7922 0314, portable: +44 (0)7940 516 806, [www.tsunami-evaluation.org](http://www.tsunami-evaluation.org)
- ◆ **Convertisseur de devises**: [www.oanda.com/convert/classic](http://www.oanda.com/convert/classic)

#### **Notes pour les rédacteurs :**

- ◆ **La Coalition d'évaluation du tsunami (CET)** est une initiative indépendante visant à promouvoir l'apprentissage et l'obligation de rendre compte dans le secteur humanitaire. Le travail des organisations membres de la CET représente l'étude la plus intensive d'une intervention humanitaire depuis l'évaluation multi-donateurs au Rwanda au milieu des années 1990 – et c'est la première fois en 10 ans que le secteur dans son ensemble a cherché à s'examiner en profondeur.
- ◆ **La CET a trois buts :**

1. Améliorer la qualité de l'action humanitaire – y compris les liens au relèvement et au développement à plus long terme – en tirant les enseignements de l'intervention internationale à la suite du tsunami.
  2. Rendre des comptes sur l'intervention globale aux populations à la fois des pays donateurs et des pays touchés.
  3. Tester l'approche CET en tant que modèle de collaboration en vue de futures évaluations conjointes.
- ◆ **La CET a plus de 40 organisations membres** à tous les niveaux du secteur humanitaire. Cette coalition représente un large éventail d'organisations : agences de l'ONU, donateurs, ONG(I), Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, groupes de recherche.
  - ◆ Le rapport couvre les premiers 8 à 11 mois de l'intervention à la suite du tsunami.
  - ◆ <sup>1</sup>Pour plus d'informations sur les **Bonnes pratiques des donateurs humanitaires**, visitez: [http://www.odi.org.uk/hpg/Good\\_humanitarian\\_donorship.htm](http://www.odi.org.uk/hpg/Good_humanitarian_donorship.htm)